



CHAPITRE 132

Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 132

An Act to amend the charter of the town of Asbestos

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTENDU que la ville d'Asbestos a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de sa bonne administration que sa charte, la loi 2 George VI, chapitre 115, modifiée par la loi 5 George VI, chapitre 79, par la loi 14 George VI, chapitre 108, par la loi 15-16 George VI, chapitre 83, par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 86, par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 91, et par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 96, soit de nouveau modifiée de façon à lui accorder des pouvoirs additionnels, vu ses besoins particuliers;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Change-
ment de
la date
d'élection.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la loi 5 George VI, chapitre 79, les articles 173a et 173b de la Loi des cités et villes s'appliqueront à la ville d'Asbestos et le conseil pourra changer la date des élections du premier jour juridique de février au premier lundi juridique de novembre suivant les formalités prévues audit article 173b.

Referen-
dum.

2. Le conseil de la ville a le pouvoir, lorsqu'une demande lui est soumise ou lorsqu'une requête lui est présentée pour quelque chose pouvant faire légalement l'objet de sa décision, d'ordonner par

Preamble.

WHEREAS the town of Asbestos has, by its petition, represented that it is in the interest of its proper administration that its charter, the act 2 George VI, chapter 115, amended by the act 5 George VI, chapter 79, by the act 14 George VI, chapter 108, by the act 15-16 George VI, chapter 83, by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 86, by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 91, and by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 96, be again amended so as to grant it additional powers in view of its special needs;

Whereas it is expedient to grant such prayers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Change
of date
for
election.

1. Notwithstanding the provisions of section 1 of the act 5 George VI, chapter 79, sections 173a and 173b of the Cities and Towns Act shall apply to the town of Asbestos, and the council may change the date for the elections from the first juridical day of February to the first juridical Monday of November in accordance with the formalities provided in the said section 173b.

Referen-
dum.

2. The town council, when applied to or petitioned for anything which it may legally do, may order by resolution that a public vote or referendum be held within thirty (30) days of the taking into

résolution qu'une consultation populaire ou referendum soit tenu dans les trente (30) jours où telle demande ou telle requête a été prise en considération par le conseil, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires au sujet de toutes telles demandes ou requêtes.

Vote. Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que les électeurs propriétaires voteront en nombre seulement, ou en nombre et en valeur, et que les bureaux de scrutin seront organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la ville, de son assistant ou de toute autre personne désignée par le conseil.

Dépôt. Dans les circonstances ci-dessus indiquées, le conseil pourra demander aux requérants ou à la ou aux personnes faisant telle demande, qu'un dépôt préalable de tel montant estimé juste et équitable pour couvrir les frais et loyaux coûts de tel referendum, soit fait dans tel délai au trésorier de la ville.

Ouverture de rue. **3.** Le conseil de la ville d'Asbestos pourra décréter, pour une partie de l'année seulement, l'ouverture d'une rue à travers le parc municipal, sur le lot 7-A-13 du deuxième rang du canton de Shipton, sans que la fermeture temporaire de cette rue donne droit à des dommages contre la corporation de la part des usagers.

Octroi. Le conseil pourra contribuer, par des octrois ou autrement, à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville.

Immeubles non imposables. **4.** Les immeubles que l'Asbestos Amateur Athletic Association possède actuellement dans la ville d'Asbestos sont déclarés non imposables, tant au point de vue municipal que scolaire, dans une proportion de cinquante pour cent de leur évaluation, à compter de l'année de taxation 1959-1960 et ce tant et aussi longtemps que ces immeubles serviront uniquement aux fins prévues dans la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 74.

1951-52, c. 83, s. 3, ab., etc. **5.** L'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 83, modifiant, pour la ville d'Asbestos, l'article 484 de la Loi des cités et villes, est abrogé à compter du premier janvier 1961. Cependant pour l'année de calendrier 1960-1961 l'année financière

consideration by the council of such application or petition, to ascertain the opinion of the elector-proprietors with respect to any such application or petition.

Votation. In the exercise of such power, the council may order that the elector-proprietors shall vote in number only or in number and in value and that polling-stations be set up for such purpose under the responsibility of the town clerk, his assistant or any other person appointed by the council.

Deposit. In the circumstances hereinabove stated, the council may require of the petitioners or the person or persons making such application, the prior deposit of such amount as is deemed fair and equitable to cover the expenses and actual costs of such referendum to be made within such delay in the hands of the town treasurer.

Opening of street. **3.** The council of the town of Asbestos may order, for a part only of the year, the opening of a street across the municipal park, on lot 7-A-13 in the second range of the township of Shipton and the temporary closing of such street shall not give the users thereof any right to claim damages from the corporation.

Grant. The council may contribute, by means of grants or otherwise, to the maintenance of winter roads outside the town.

Non-taxable immovables. **4.** The immoveables which the Asbestos Amateur Athletic Association presently owns in the town of Asbestos are declared non-taxable for municipal as well as for school purposes, to the extent of fifty per cent of their valuation, from and after the taxation year 1959-1960, and this, as long as such immoveables shall be used only for the purposes provided by the act 3-4 Elizabeth II, chapter 74.

1951-52, c. 83, s. 3, repealed, etc. **5.** Section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 83, amending, for the town of Asbestos, section 484 of the Cities and Towns Act, is repealed from and after the first of January, 1961. However, for the calendar year 1960-1961, the fiscal year

commencera le premier octobre 1960 pour se terminer le 31 décembre 1961.

shall begin on the first of October, 1960, and end on the 31st of December, 1961.

1951-52, c. 83, a. 7, remp.

6. L'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 83, est remplacé, pour la ville d'Asbestos, par le suivant:

6. Section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 83, is replaced for the town of Asbestos by the following:

1951-52, c. 83, s. 7, replaced.

Budget.

"7. Le conseil de la ville doit, tous les ans, à une assemblée générale ou spéciale du mois de janvier, mais pas plus tard que le quinze de ce mois, par résolution, voter les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses de l'année courante, pourvoyant

"7. The town council shall, each year, at a general or special meeting in the month of January, but not later than the fifteenth of that month, vote, by resolution, the necessary credits to meet the expenses of the current year, providing for

Budget.

a) au paiement de la dette due par la ville ou aux sommes requises pendant l'année pour le fonds d'amortissement;

a. the payment of the debt due by the town or sums required during the year for the sinking-fund;

b) aux dépenses nécessaires à la ville pour son exercice financier;

b. the necessary expenses by the town for its fiscal year;

c) aux sommes nécessaires pour les améliorations projetées;

c. the sums necessary for proposed improvements;

d) à un fonds de réserve de pas moins de cinq pour cent sur le revenu brut de l'année précédente qui sera employé exclusivement à faire face aux dépenses et aux imprévus.

d. a reserve fund of not less than five per cent of the gross revenue of the preceding year, which shall be used exclusively to meet expenses and contingencies.

Effet.

La présente disposition prendra effet au premier janvier 1962 seulement."

This provision shall take effect on the first of January, 1962, only."

Effect.

Fonds industriel autorisé.

7. Nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraire, la ville d'Asbestos est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas deux cent mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité de ceux qui auront voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas deux cent mille dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement ou le maintien d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La

7. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town of Asbestos is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding two hundred thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the town is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed two hundred thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment or maintenance of industries calculated to benefit the whole population. The town

Industrial fund authorized.

ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou les emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi
des
sommes
perçues.

Tel montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle, en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Acquisition.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
d'em-
prunt non
affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour des fins municipales.

Ententes
pour dis-
tribution
de gaz.

8. Subordonnement à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la ville d'Asbestos est autorisée à conclure des ententes avec toutes personnes, sociétés ou corporations relativement au transport et à la livraison du gaz aux consommateurs.

is authorized to sell or lease the said immoveable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables to the town, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans contracted to acquire or erect the said immoveables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immoveables.

Use of
sums
collected.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for municipal purposes.

Borrow-
ing power
not
affected.

8. Subject to previous approval by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the town of Asbestos is authorized to make agreements with any person, firm or corporation with respect to the transportation and delivery of gas to consumers.

Agree-
ments
for gas
distri-
bution.

Droit
exclusif.

Telles ententes pourront comprendre un droit exclusif pour une période déterminée, et régir l'installation de tous ouvrages nécessaires ou utiles à ce service au-dessous ou le long de toute rue, ruelle, ou autre place publique. Lesdites ententes seront cependant sujettes à l'approbation de la Régie de l'électricité et du gaz, mais les dispositions de la Loi relative à la concession de franchises par les municipalités (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 222), ne s'appliqueront pas à ces ententes.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Such agreements may include an exclusive right for a fixed period and may govern the installation of all works necessary or useful for such service, under or along any street, lane or other public place. The said agreements, however, shall be subject to the approval of the Electricity and Gas Board, but the provisions of the Municipal Franchises Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 222), shall not apply to such agreements.

Exclusive
right.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.